

Chéibane COULIBALY

(Bamako, Mali, 12 juillet 1950 – Bamako, 22 septembre 2021)



Chéibane Coulibaly est un des grands intellectuels maliens ayant marqué tant le monde intellectuel que politique de son pays. Très impliqué dans les questions de développement du Mali, il a axé ses recherches sur le monde rural africain et les problèmes fonciers.

Il obtient tout d'abord une maîtrise en philosophie à l'École normale supérieure de Bamako, en 1973, puis un master en sociologie et un doctorat en socio-économie du développement à l'Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, en 1985. Dès lors, il mène de nombreuses recherches, en tant que consultant pour le compte du Mali, pour la FAO, la Banque mondiale, l'Union africaine, l'Union Européenne, ou encore la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest).

De 1998 à 1999, il est chercheur associé et enseignant à l'Université d'Indiana et à l'Université de Harvard. Il a également été professeur invité à l'Université libre de Bruxelles.

Très actif dans la mise en place de journaux scientifiques, il sera directeur de publication de *Kolonkise*, journal édité en bambara de 1997 à 1999, et de *Cauris*, hebdomadaire édité en français à partir de 1990.

En 1987, il fonde l'Institut malien de Recherches appliquées au Développement qu'il dirigera jusqu'en 1999, créant finalement la même année l'Université Mandé Bukari à Bamako.

Politiquement très actif pendant une période de sa vie, il est conseiller spécial du président de l'Assemblée nationale du Mali de 2003 à 2006. Il est nommé conseiller technique, chef de la cellule «Développement agricole et Environnement» auprès du Premier ministre en 2014 et directeur de la «Mission de restructuration du secteur coton» rattachée au ministère du Développement rural. C'est là qu'il œuvre pour la restructuration du coton malien. En particulier, il conseille d'impliquer les producteurs de coton dans le capital de la Compagnie malienne pour le Développement des Textiles afin de les inciter à produire plus et de mettre en place un fonds d'appui pour amortir les variations du cours mondial du coton. Comme le Mali ne transforme que moins de 2 % de son coton, il tente de convaincre le gouvernement d'investir dans des usines de filature.

Outre les engagements et les batailles politiques, Chéibane Coulibaly est surtout connu pour son rôle dans la création et la promotion de l'Université Mandé Bukari (UMB), créée en 1999 et reconnue par les autorités publiques en 2008. Il y sera promu à l'honorariat en 2015.

L'Université se profile progressivement comme une référence dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Mali. C'est à cette période que commencent les collaborations

avec l’Université libre de Bruxelles par des recherches menées sur les questions foncières au Mali.

L’Université devient un des partenaires importants du projet européen Edulink. Dans ce cadre, elle lance pour l’année académique 2009-2010 un centre d’excellence avec l’ouverture d’une filière «Politiques agricoles et économies paysannes». Cette dernière consiste en la mise en place d’un «master en politiques agricoles et économies paysannes» dont les meilleurs étudiants pourront préparer une thèse de doctorat en cotutelle avec l’Université libre de Bruxelles. La formation des doctorants inclut des séjours d’études à l’ULB. Edulink, outre sa prise en charge par l’Union européenne, bénéficie de l’appui de l’Union économique et monétaire ouest-africaine et aussi de ceux du ministère malien de l’Agriculture et de l’Institut d’Économie rurale. L’objectif est également de fonder un vaste réseau d’expertise et un pôle d’excellence de promotion des politiques de développement rural. L’Université Mandé Bukari crée alors un cadre de collaboration avec les universités de Bamako, Ouagadougou et Conakry pour l’exécution de son master en politiques agricoles et économies paysannes. Les professeurs viennent d’Europe et des universités partenaires. Le programme comporte un volet recherche avec l’installation d’un observatoire des politiques agricoles dans chacune des universités africaines partenaires. Les responsables de l’UMB s’engagent à la publication des résultats dans la revue trimestrielle *Les Cahiers de Mandé Bukari* qui est renforcée pour l’occasion. Malheureusement, pour des raisons liées à la complexité des financements, le projet s’arrêtera après deux ans.

Chéibane Coulibaly est également un auteur prolix dont les écrits ont une grande répercussion dans son pays. Il a publié de nombreux rapports d’étude sur les politiques rurales et les questions foncières mais aussi sur la politique globale de son pays dans laquelle la décentralisation, un de ses combats, tient une place privilégiée. Outre de nombreux articles scientifiques, on lui doit les ouvrages suivants: (en coll. avec Maxime Haubert *et al.*), *Politiques alimentaires et structures sociales en Afrique noire* (Paris, PUF/IEDES, 1985); *Problématique foncière et gestion des conflits en Afrique noire* (Bamako, Le Cauri d’Or, 1997); *Politiques agricoles et stratégies paysannes au Mali: le règne des mythes à l’Office du Niger* (Bamako, Le Cauri d’Or, 1998); *Comme un petit air de démocratie bananière!* Recueil de pamphlets sur la vie politique ouest-africaine des dix dernières années (Bamako, Le Cauri d’Or, 2000).

Ses dernières recherches seront publiées aux éditions l’Harmattan à Paris. En 2014, sort *Politiques agricoles et stratégies paysannes au Mali de 1910 à 2010: mythes et réalités à l’Office du Niger* et, en 2015, *Problématique foncière et gestion des conflits en Afrique noire: des indépendances à la faillite des dictatures, 1960-1990*. Ce livre prévu en deux tomes n’en verra que le premier, le second ayant été probablement interrompu par le décès de Coulibaly.

L’un de ses derniers écrits, publié en 2016, toujours à l’Harmattan, est *Crise politico-institutionnelle au Mali. Essai de philosophie politique Mandingue*, dans lequel il fait le procès de la III^e République malienne. En particulier, il l’accuse d’avoir négligé les questions de développement.

Avec la disparition de Chéibane Coulibaly, l’Afrique perd l’un de ses plus grands spécialistes du monde rural et l’ARSOM l’un de ses brillants correspondants étrangers.